

# CRISE SANITAIRE. CONTRE LE TOUT REPRESSIF : SORTONS LA SANTE DE LA MARCHANDISATION, DES MOYENS MAINTENANT !

*Après son expérimentation en Guyane, ce sont plusieurs villes de métropole et désormais dans une cinquantaine de département qui vivent sous couvre-feu. Si la Fédération SUD Santé Sociaux a soutenu la mise en place du confinement en mars dernier dû au manque de lit de réanimation faute d'anticipation du gouvernement face à la pandémie et aux manques de matériel de protection pour les professionnels de santé et de l'ensemble de la population, pour la Fédération SUD Santé Sociaux le couvre-feu, ne sert à nouveau qu'à masquer les carences des pouvoirs publics en matière de politique de santé.*

Le couvre-feu est un choix politique conséquence de politiques de santé délétères : le gouvernement avait 8 mois pour prendre des mesures pour que la catastrophe sanitaire que nous vivons ne se reproduise plus jamais. Il pouvait investir massivement dans la santé cet été en ouvrant des lits et en embauchant du personnel dans les hôpitaux, les EHPAD et toutes ces structures de la santé et du médico-social qui manquent cruellement de moyens, dans le social en mettant à l'abri les personnes à la rue, en empêchant les expulsions sans relogement, en revalorisant les aides à domicile pour permettre aux personnes âgées et handicapées de pouvoir vivre dans leur domicile ou un lieu de vie vraiment choisi avec un accompagnement pluridisciplinaire de qualité, etc, bref, en préparant la rentrée avec des moyens à la hauteur des besoins de la population.

Le Gouvernement pouvait d'autre part faire une campagne massive de tests gratuits de manière plus organisée sans créer de pénuries de réactif, de personnels et d'automates et prendre des mesures protégeant le monde du travail comme des masques gratuits fournis par les employeurs et la réduction du temps d'exposition avec réduction du temps de travail. Le gouvernement pouvait décider de réellement mettre l'accent sur la vie au lieu du profit.

Au lieu de ça, il a continué sa politique de fermeture des lits d'hospitalisations, oblige le personnel soignant COVID+ à rester en poste s'il est asymptomatique, fait la sourde oreille face aux revendications des professionnels de la santé, du social et du médico-social, et fait le choix d'imposer des mesures répressives, culpabilisatrices et

infantilisantes pour protéger les intérêts du patronat, des multinationales et de ses amis actionnaires pour maintenir leurs profits.

## **Big Brother vous regarde !**

Le couvre-feu c'est la réduction de nos libertés individuelles. Il nous prépare une société dans laquelle nous ne pourrions que travailler et consommer et où le temps hors du travail salarié ou des lieux d'études devient inexistant.

## **Prolétaires, la pensée unique et le tais-toi et bosses devient le diktat gouvernemental !**

Toutes ces choses immatérielles sans valeur économique que sont les temps hors travail, de convivialité, d'échanges, de débats ce qui nous permet de penser la société et de résister sont empêchées.

Le couvre-feu, c'est aussi l'augmentation du nombre de personnes à la rue et l'explosion des violences à l'encontre des sans-abris, ou au sein de la cellule familiale comme on a vu lors du confinement.

Cette politique liberticide, sécuritaire, antisociale et patriarcale ne bénéficie qu'aux riches et au patronat. Le gouvernement préfère acheter de futurs chômeurs et chômeuses en filant des centaines de milliards aux grandes entreprises, ne fait pas la chasse à la fraude au chômage partiel estimé à 6 milliards rien que sur la pandémie. Tous ces milliards auraient été bien plus utiles à l'hôpital public, et aux services publics, qui eux servent l'intérêt général et sont de véritables réducteurs des inégalités sociales.

**La Fédération SUD Santé Sociaux exige à nouveau du gouvernement de cesser les suppressions de lits d'hôpitaux, et d'ouvrir des lits là où cela est nécessaire, de créer 100 000 postes dans les hôpitaux publics, 200 000 pour les EHPAD et 100 000 dans le médico-social. Elle exige toujours la revalorisation à hauteur de 400€/net/mois des métiers de ces secteurs.**

Elle appelle à la fermeture des centres de rétention et une mise à l'abri digne des personnes à la rue. Elle réclame la consolidation de l'assurance chômage et l'abrogation des décrets de 2019. Elle exige l'abandon définitif de la réforme des retraites.

**La Fédération SUD Santé Sociaux appelle à se mobiliser contre les lois liberticides et sécuritaires.**

